



Rapport de cas 2019

# Accaparement de terres et huile de palme en Sierra Leone

Analyse du cas SOCFIN à la lumière des droits humains

jeudi 7 mars 2019

FIAN Belgium publie un nouveau rapport "*Accaparement de terres et huile de palme en Sierra Leone : analyse du cas SOCFIN à la lumière des droits humains*".



## Résumé

Depuis l'arrivée de la multinationale agro-industrielle SOCFIN en 2011, dans le cadre d'un investissement

à grande échelle pour une plantation de palmiers à huile en Sierra Leone, un conflit social ébranle la Chefferie de Malen, au sud du pays. Le groupe SOCFIN est contrôlé par un homme d'affaires belge, Hubert Fabri, et le groupe français Bolloré, qui a développé un empire commercial dans plusieurs régions d'Afrique.

Ce rapport montre que les communautés ont perdu l'accès et le contrôle de leurs terres et ont été victimes de graves violations et d'abus de droits humains depuis l'arrivée de SOCFIN en 2011. En effet, plusieurs impacts sont apparus, concernant le droit à la terre, à l'alimentation, à l'eau et à un environnement sain, mais aussi les droits des travailleurs, des femmes, des personnes âgées ou le droit à l'éducation. A cela s'ajoutent de graves violations et abus des droits civils et politiques, y compris les libertés de réunion et d'association pacifiques, le droit à l'intégrité physique ainsi que des cas flagrants de criminalisation des défenseurs des droits humains. Le rapport fait également état de graves allégations de corruption, de manque de transparence et de non-respect des promesses faites par SOCFIN en matière de responsabilité sociale.

Le rapport brosse un tableau sombre d'un déclin profond et multidimensionnel de l'exercice des droits des communautés locales, conséquence directe du transfert du contrôle des terres dans la Chefferie de Malen et de la progression des activités de SOCFIN sur ces terres.

Le rapport est le résultat de trois missions d'enquête de terrain en Sierra Leone menées par FIAN Belgium en collaboration avec des organisations locales et nationales, en 2012, 2016 et 2018. Il analyse le conflit foncier dans la Chefferie dans une perspective basée sur les droits humains, en examinant dans quelle mesure ces droits sont respectés, protégés et garantis, et dans quelle mesure les États et les acteurs non étatiques ont respecté leurs obligations en vertu des instruments internationaux des droits humains. Il s'appuie également sur les rapports et publications existants d'experts internationaux en droits de l'Homme, d'ONG locales et internationales, d'universitaires et de journalistes.

**Télécharger le rapport ici :**



**Télécharger le résumé exécutif du rapport ici :**



Plus de documents de référence sur l'affaire, [ici](#).

**Lire le communiqué de presse national (7 mars 2019) - [Stop à l'accaparement des terres et aux abus de droits humains du groupe SOCFIN en Sierra Leone ! La Belgique doit agir !](#)**

**Lire le communiqué de presse international (21 février 2019) - [Stop land grabbing by SOCFIN in Sierra Leone ! Stop the criminalisation of land rights defenders !](#)**



SOCFIN (avec sa filiale SACI) a commencé ses activités dans la **Chefferie de Malen**, en **Sierra Leone**, en **2011**. Actuellement, 52 villages sont directement affectés par les activités de l'entreprise, soit environ 32 000 personnes. ©FIAN Belgium